

**Etablissement public territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT du REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : **72**

DECISION DU PRESIDENT
DU 18 MARS 2019

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE DIX-HUIT MARS
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°16 – AFFAIRES GENERALES – CONVENTION ENTRE LA PREFECTURE DE SEINE-SAINT-DENIS ET L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL POUR LA
TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu le décret n°2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission par voie écrite et électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale ;
Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'EPT Paris Terres d'Envol,
Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant la procédure d'homologation de ces dispositifs ;
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération n°04 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol en date du 11 janvier 2016 par laquelle il a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant d'approuver les conventions « ACTES » et leurs avenants relatifs à la dématérialisation et à la télétransmission des actes au contrôle de légalité,
Vu la délibération n°02 du 30 janvier 2012 du conseil communautaire Terres de France portant sur la convention avec la Préfecture de Seine-Saint-Denis portant sur la télétransmission par le dispositif « ACTES » soumis au contrôle de légalité ;
Vu le projet de la nouvelle convention à passer avec la Préfecture de Seine-Saint-Denis définissant les modalités pratiques de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité, se substituant à la première convention signée le 23 octobre 2012, en intégrant la partie budgétaire ;

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol est substitué de droit à la communauté d'agglomération Terres de France (CATF) le 1^{er} janvier 2016.

Considérant qu'il convient d'abroger la convention signée le 23 octobre 2012 entre le Préfet de Seine-Saint-Denis et le Président de la CATF relative à la télétransmission par le dispositif « ACTES » des actes soumis au contrôle de légalité.

Considérant que le dispositif de transmission développé par DOCAPOST FAST ACTES a été homologué par le Ministère de l'Intérieur comme garantissant l'identification, l'intégrité et la sécurisation des envois ;

Considérant que la mise en place de cette procédure nécessite la signature d'une convention entre l'EPT Paris Terres d'Envol et la Préfecture de Seine-Saint-Denis déterminant les modalités de la télétransmission ;

DÉCIDE

Article 1 **Abroge** la convention établie entre la communauté d'agglomération Terres de France et le Préfet de Seine-Saint-Denis en date du 23 octobre 2012.

Article 2 **Autorise** le recours à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

Article 3 **Autorise** le président à signer la nouvelle convention locale avec le Préfet de Seine-Saint-Denis, portant sur la télétransmission de documents budgétaires par le dispositif « ACTES » soumis au contrôle de légalité, avec la prise en compte de l'extension à « ACTES budgétaires ».

Article 4 **Retient** DOCAPOST FAST ACTES comme tiers de la télétransmission.

Article 5 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil de territoire.

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20190318-16-18-03-2019-AU
Date de télétransmission : 21/03/2019
Date de réception préfecture : 21/03/2019